

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIERES MBTP**

200, Z.I. Le Jasmin  
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20230531-RAP-InspCarrieresMBTP\_Champagneux-Complet  
Code AIOT : 0006101539

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 31/05/2023, dans l'établissement "CARRIERES MBTP" implanté au lieu-dit "Le Pisseur" sur la commune de CHAMPAGNEUX (73240). L'inspection a été annoncée le 30/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite, planifiée dans le cadre du « plan pluriannuel de contrôle » du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a par ailleurs été réalisée dans un contexte de suivi des dispositions d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2022 relatif au respect de la méthodologie d'exploitation de l'éboulis et suite à la transmission, par l'exploitant, d'un dossier de « Porter à connaissance » du 11/05/2023 concernant la modification des conditions d'exploitation du site ainsi que du phasage d'exploitation.

Enfin, le présent rapport d'inspection intègre les informations transmises par l'exploitant postérieurement à la visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit "Le Pisseur" 73240 CHAMPAGNEUX
- Code AIOT : 0006101539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral du 07/01/2009, la société Carrières MBTP SAS a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière de roches et éboulis calcaires dite "carrière de Champagneux" pour une durée de 19 ans (les 3 dernières années étant dédiées à la remise en état finale du site) avec une production annuelle maximale de 100 000 tonnes (production annuelle moyenne de

70 000 tonnes).

Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

Une installation de traitement de matériaux fixe était également présente sur site jusqu'en 2022, de même qu'une installation de pesée et des stocks de produits finis.

Ces installations ont depuis été retirées suite à la définition de mesures de protection contre l'aléa chutes de blocs sur le secteur Nord du site.

L'activité de traitement de matériaux sera cependant poursuivie par campagnes au moyen d'un groupe mobile.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative ;
- Dispositions générales (merlons périphériques, information du public) ;
- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation/extraction) ;
- Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille (surveillance des instabilités) ;
- Remise en état coordonnée, notamment du secteur Nord de la carrière ;
- Surveillance qualitative et quantitative des eaux souterraines.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Données générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 1	Lettre de suite préfectorale	<b>2 mois</b>
4	Remise en état du site à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, articles 7.4 et 8.1	Lettre de suite préfectorale	<b>1 mois</b>
5	Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5	Lettre de suite préfectorale	<b>3 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 6.1	Sans objet
3	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4	Sans objet
6	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les précédentes visites d'inspection avaient permis de mettre en lumière puis de confirmer le non-respect de la méthodologie d'exploitation de l'éboulis telle que prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site. Dans ce contexte, aggravé par un aléa élevé de risques de chutes de blocs sur certains secteurs de la carrière depuis les falaises surplombant le site (risque plus ou moins marqué selon les secteurs), l'exploitant a fait réaliser des travaux de redimensionnement de certains des ouvrages de protection périphériques (merlons végétalisés) bordant le linéaire du site contigu à la route départementale. L'exploitant doit cependant attester du respect des dispositions constructives prescrites par son arrêté préfectoral d'autorisation.

Par ailleurs, en vue de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2022 portant sur le respect de la méthodologie d'exploitation du gisement prescrite, l'exploitant a fait réaliser plusieurs études de stabilités par le bureau géotechnique SAGE visant à attester de la stabilité pérenne des éboulis résiduels et des gradins supérieurs du front d'exploitation dans les conditions

de réalisation telles qu'elles existent aujourd'hui. Il en ressort que les différences de géométrie du front rocheux par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2009 n'ont pas d'influence significative sur la stabilité des gradins rocheux et des risbermes et qu'elles ne sont, par ailleurs, pas de nature à augmenter de manière significative l'aléa de chutes de blocs, que ce soit pour la carrière ou pour les usagers de la RD 1516. Pour autant, des préconisations techniques visant à respecter la géométrie prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été définies dans le cadre de la poursuite de l'exploitation.

Les conclusions de ces études ont cependant amené l'exploitant à prendre des dispositions visant à assurer la protection des clients du site ainsi que du personnel (retrait de certaines installations, fin de l'accueil du public sur le site et délocalisation de l'activité de négoce sur un site tiers du groupe). De plus un "protocole d'exploitation" a été formalisé par l'exploitant suite aux préconisations émises au travers de ces rapports. Il a été demandé à l'exploitant d'assurer sa mise en œuvre dès la reprise annuelle d'exploitation 2024 dans l'attente de prescriptions additionnelles à venir.

L'exploitant a par ailleurs attesté du suivi annuel de la stabilité du pilier Nord (colonne rocheuse présentant des instabilités "historiques").

Enfin, l'exploitant a justifié de la réalisation effective du suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines au droit du site au titre des années 2021 et 2022. Le bilan portant sur l'année 2023 est cependant attendu de même que la prise en compte de la préconisation du bureau Antéagroup en ce qui concerne l'approfondissement d'un des ouvrages piézométriques de suivi.

Pour finir, l'exploitant doit conduire des procédures administratives visant à l'abandon partiel du secteur Nord de la carrière ainsi qu'à la modification des conditions d'exploitation du site et à la prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter aujourd'hui détenue (demande de cessation partielle d'activité et demande d'examen au cas par cas).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Données générales de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités ICPE autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 1 : Autorisation</b> <p>La société Carrières MBTP SAS dont le siège social est situé ZI Le Jasmin - 73240 Saint-Genix-sur-Guiers est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de roches et éboulis calcaires ainsi que les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de Champagnieux au lieu dit « Le Pisseur » sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes et dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.</p> <p>L'autorisation porte sur les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Rubrique I.C.P.E n° 2510-1 :</b> Exploitation de carrières : Autorisation</li> </ul> <p>Surface totale de l'emprise de la carrière : 10 ha dont 3,4 ha en extension.  Production moyenne annuelle : 70 000 tonnes  Production maximale annuelle : 100 000 tonnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Rubrique I.C.P.E n° 2515-1 :</b> Broyage, concassage, criblage, de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure à 200 kW (puissance totale des installations : 344 kW) : Autorisation</li> </ol> <p>L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de demande et sous réserve du respect des</p>

prescriptions du présent arrêté.  
[...]

**Constats :**

Suite à l'apparition, en 2020, d'instabilités rocheuses sur le périmètre de la carrière, l'exploitant a missionné le bureau d'étude géotechnique SAGE afin de réaliser une étude de risques sur l'ensemble du linéaire de falaises surplombant la carrière (« Étude des risques de chutes de blocs et définition des mesures de protection » du 03/06/2021).

Toujours à la demande de l'exploitant, le bureau SAGE a conduit une nouvelle expertise en mai 2022 visant à compléter les observations réalisées en 2021, expertiser de manière spécifique les risbermes de la zone en exploitation ainsi que de la zone anciennement exploitée afin de faire une synthèse de la stabilité des risbermes et des aléas de chute de blocs et enfin de proposer une stratégie visant à diminuer les risques de chutes de blocs sur la carrière (« Étude des aléas de chutes de blocs et définition des mesures de protection » du 27/05/2022).

Sur la base des conclusions du rapport susvisé, l'exploitant a défini des objectifs de sécurisation des activités du site. Ces mesures ont été exposées dans le dossier de "Porter à connaissance" transmis au préfet en mai 2023 et dont les éléments sont repris ci-après :

**- Réaménagements en partie Nord du site :**

L'existence d'un risque avéré de chutes de blocs sur le secteur Nord du site a nécessité une refonte complète du fonctionnement du site. A cet effet, un certain nombre de modifications ont déjà été mises en œuvre avec :

- La fin de l'exploitation commerciale sur site. Les matériaux sont maintenant acheminés sur le site de Brégnier-Cordon en vue de leur commercialisation.
- Le dispositif de pesée (pont bascule), de même que le bungalow d'accueil ont été démantelés ;
- Les installations de traitement de matériaux fixes (concassage/criblage), jusqu'alors implantées à proximité de l'entrée du site, ont été démontées puis vendues. Ces dernières seront remplacées par un concasseur mobile implanté en zone d'aléa faible.

A moyen termes (délai à définir par l'exploitant), l'entrée actuelle sera supprimée et condamnée par la prolongation du merlon de protection longeant la RD 1516 en lieu et place du portail d'accès au site. De fait, l'entrée du site sera déplacée plus à Sud, vers le bassin eaux pluviales existant. Un nouveau merlon de protection sera réalisé au droit de la future entrée et sera prolongé vers le Nord afin de sécuriser l'accès au piézomètre amont.

Compte-tenu de ces nouveaux aménagements, l'exploitant envisage de demander l'abandon du suivi de la stabilité de l'écaille rocheuse Nord, tel que préconisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

**- Protocole d'exploitation :**

Un protocole d'exploitation (conforme aux préconisations du BE SAGE) évitant les périodes propices aux chutes de blocs sera mis en œuvre dès la reprise d'activité 2024 avec :

- Une activité globale du site recentrée sur la période courant du 1er avril au 31 octobre et ce afin d'éviter la période hivernale et les phénomènes de gel/dégel ;
- Une activité d'extraction concentrée sur 3 mois dans l'année (1.5 mois d'extraction et 1.5 mois de concassage/criblage puis d'évacuation des matériaux).

Pendant la période d'activité du site, application d'une procédure de « débrayage de l'exploitation de Champagneux » (réf. MO. 13 du 31/07/2022) présenté en séance et prescrivant une inspection visuelle de l'évolution des risbermes par MBTP chaque début avril avec intervention d'un géotechnicien en cas d'anomalies constatées (fissures, éboulements...) ainsi que l'arrêt des activités du site en cas d'orage ou de fortes précipitations (>20 mm).

Les constats visuels opérés sur site ont permis d'attester du démantèlement de l'ensemble des installations et activités présentes sur le secteur Nord du site de même que l'implantation d'un balisage de type chantier (rubalise et panneau de danger informant d'un risque de chute de pierres) en amont de la zone d'exploitation de l'éboulis afin d'en restreindre l'accès.

**- Demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter et modification du volume de production**

**annuelle autorisée :**

Par ailleurs, dans son « Porter à connaissance », la société Carrières MBTP a indiqué qu'elle souhaite prolonger l'exploitation du site de la carrière de Champagneux jusqu'au 1er janvier 2038.

L'extraction du gisement est actuellement autorisée jusqu'en 2024 plus trois années dédiées à la remise en état finale du site.

Le nouveau phasage envisagé par l'exploitant repose sur un volume annuel de 50 000 tonnes, soit une diminution de 20 000 tonnes par rapport à la production annuelle actuellement autorisée. L'exploitant précise que cette valeur est cohérente avec les tonnages réellement extraits depuis 2010.

Ce dernier indique qu'au 01/01/2023, le gisement résiduel exploitable était de l'ordre de 750 000 tonnes, soit une durée prévisionnelle d'exploitation de 15 ans à date.

**- Demande de modification des conditions de remise en état finale du site :**

Pour finir, l'exploitant a rappelé que l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit des opérations de vieillissements artificiels des fronts de taille. Or, compte-tenu du classement de la partie haute du site (côte 280 m et plus) en zone d'aléa fort vis-à-vis du risque de chutes de blocs et afin d'assurer la sécurité des différents intervenants, l'exploitant indique que la mise en œuvre de ce procédé apparaît aujourd'hui trop risquée au regard des enjeux paysagers. Dès lors, seule la partie basse (280 m NGF et en dessous) serait traitée.

D'autre part, compte-tenu de la perte importante de surface en partie Nord du site (4 hectares sur une emprise totale de 10 ha), l'exploitant précise que le principe de remise en état par remblaiement au moyen de matériaux inertes n'apparaît plus envisageable.

En ce sens, l'exploitant propose de réduire la durée de remise en état du site et de la ramener de 3 ans à 1 an.

**Observations :**

Il apparaît que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter et de modification du phasage exposée ci-avant, telle que formulée par l'exploitant au travers de son dossier de « Porter à connaissance des modifications de conditions d'exploitation de la carrière », n'est pas de nature à répondre aux attendus réglementaires fixés par le code de l'environnement.

**En ce sens, il appartient à l'exploitant de soumettre sa demande à un examen au cas par cas permettant d'apprécier si le projet est susceptible ou non d'avoir un impact notable sur l'environnement et s'il nécessite ou non d'être soumis à évaluation environnementale, en application du point II de l'article R.122-2 du code précité.**

Par ailleurs, suite aux échanges tenus en séance avec l'exploitant concernant la possibilité de pouvoir abandonner le suivi annuel des instabilités de l'écaïlle rocheuse Nord, il ressort que l'exploitant envisage un abandon partiel de la totalité du secteur Nord de la carrière par la société Carrières MBTP tel que prévu par les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation (cf. point de contrôle n°4).

**Dès lors, il incombe à l'exploitant d'engager une procédure de cessation partielle d'activité concernant ce secteur (cette dernière devra être conduite en parallèle de la demande de prolongation citée supra. Pour autant, le dossier de demande d'examen au cas par cas nécessaire à cette dernière devra cependant intégrer la modification du périmètre de la carrière projetée de même que les autres modifications projetées (conditions d'exploitation, phasage, tonnage annuel, remise en état, le cas échéant devenir des volumes de déchets inertes provisionnés sur site...)).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Information du public**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Dispositions préliminaires

**Prescription contrôlée :**

### 6.1 – Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### Constats :

Le jour de l'inspection, la présence, sur le portail du site, d'un affichage informant de la fermeture du site ainsi que de la disponibilité des matériaux du site de Champagneux sur le site MBTP de Brégnier-Cordon a été relevée.

Par ailleurs, le panneau d'affichage réglementaire prévu par l'article 6.1 susvisé était absent. L'exploitant a indiqué que ce dernier avait été retiré lors de la reprise de la géométrie des merlons périphériques du site et qu'il n'a pas été réimplanté à ce jour (omission).

#### Observations :

**L'exploitant doit réimplanter, sous un délai de 15 jours, l'affichage réglementaire au droit de la voie d'accès au site.**

Par ailleurs la mention "Site fermé" est de nature à induire en erreur les tiers dans la mesure où l'exploitation du site par la société Carrières MBTP se poursuit mais selon des modalités différentes.

Dès lors, il conviendra de modifier, dans le même délai, l'affichage aujourd'hui en place en précisant que le site MBTP de Champagneux est dorénavant fermé aux clients, au public ainsi qu'au personnel non autorisé.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 3 : Conduite d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Merlons de protection périphériques

#### Prescription contrôlée :

##### **Article 7.4 – Conduite de l'exploitation :**

L'exploitation doit être réalisée selon les principes qui suivent :

- Mise en place d'un merlon de protection le long de la RD 1516 dans le prolongement de l'ouvrage existant. Ce merlon sera réalisé dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Ce merlon présentera, en parement amont, une élévation minimal de 4 m par rapport au niveau du carreau inférieur de la carrière afin de garantir l'arrêt des blocs provenant de l'éboulis.

Ce merlon présentera, en parement aval, une élévation variant de 5 à 13 m par rapport au niveau de la RD 1516. Le talus sera profilé à 3B/2V.

Afin de limiter l'impact visuel de la carrière, le parement aval sera végétalisé et des plantations arbustives à hautes tiges seront mises en place dès l'achèvement du merlon.

#### Constats :

À l'issue de la précédente inspection de mai 2022, il avait été demandé à l'exploitant, compte tenu de la confirmation de l'existence d'un risque plus ou moins élevé de chutes de blocs sur l'ensemble du linéaire de falaises surplombant la carrière de :

– Justifier du respect des prescriptions relatives à la géométrie du merlon de protection visé par le présent article ;

– Faire un point, notamment au regard des éléments du dossier, concernant la géométrie attendue du merlon en amont de la zone d'extraction et notamment au droit des secteurs périphériques à l'entrée du site ;

– Justifier du bon dimensionnement des ouvrages de protection (merlons) présents sur l'ensemble du linéaire du site bordant la RD 1516 et le cas échéant, de procéder à la mise en conformité des ouvrages.

Par courrier en réponse du 24/10/2022, l'exploitant indiquait avoir fait réaliser une étude par le

<p>bureau d'étude SAGE portant notamment sur les conséquences de la diminution de hauteurs de certains merlons implantés en bordure de la RD 1516 (« Étude de l'influence de l'exploitation de la carrière sur l'aléa de chutes de blocs » du 20/06/2022). Les conclusions de cette étude (§ 5) préconisait la mise en conformité des ouvrages M3 et M4 (merlons situés de part et d'autre du portail implanté sur l'unique voie d'accès au site).</p> <p>Dans ce même courrier, l'exploitant indiquait avoir fait réaliser les travaux de mise en conformité des ouvrages précités au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les constats visuels opérés le jour de l'inspection ont effectivement montrés un reprofilage/rehaussement de certains merlons bordant la RD 15 16.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas présenté de document attestant de la mise en conformité effective de ces ouvrages de protection au regard des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p><b>Observations :</b>  <b>L'exploitant doit transmettre un procès-verbal de fin de travaux attestant de la mise en conformité effective des ouvrages de protection (merlons périphériques) au regard des dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
--

#### N° 4 : Remise en état du site à l'avancement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4 et 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblaiement du carreau inférieur – Parcelles Nord du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.4 – Conduite de l'exploitation :</b></p> <p>L'exploitation doit être réalisée selon les principes qui suivent :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remise en état des parcelles situées au Nord du site qui ne sont plus exploitées, avec remblaiement pour blocage du pieds de talus, constitution d'un merlon et revégétalisation de l'ensemble.</li> </ul> <p>[...]</p> <p><b>Article 8.1 - Remblaiement du carreau inférieur – Parcelles Nord du site :</b></p> <p>Les parcelles situées au nord de la carrière et exploitées dans le cadre de la précédente autorisation seront remblayées dès la deuxième années suivant la notification du présent arrêté et devront être remises en état dans un délai maximum de quatre ans.</p> <p>La remise en état consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• remblaiement du carreau pour constitution d'une plate-forme à la cote 227 m NGF,</li> <li>• végétalisation d'un merlon de 3 m de hauteur en limite de plate-forme,</li> <li>• végétalisation de la plate-forme.</li> </ul> <p>Ces parcelles pourront alors faire l'objet d'une procédure d'abandon partiel.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu du non-respect des prescriptions relatives à la remise en état par remblayage des parcelles situées en limite Nord du site (confirmé par le bureau SAGE sur la base d'un relevé topographique de décembre 2020), il avait été demandé à l'exploitant, dans le prolongement de la précédente inspection de mai 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De porter à la connaissance du préfet les modifications intervenues dans le cadre de la remise en état du secteur Nord de la carrière, en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;</li> <li>- D'attester sur la base d'un rapport réalisé par un bureau d'études spécialisé, de la capacité des ouvrages aujourd'hui en places (2 merlons) à protéger les usagers de la voirie bordant le site, d'un risque d'atteinte par des chutes de blocs.</li> </ul>



<p>Par courrier en réponse du 24/10/2022, l'exploitant indiquait avoir fait réaliser une étude par le bureau d'étude SAGE portant notamment sur les conséquences de la modification de la morphologie du remblai situé au pied de l'écaille Nord du site (« Étude de l'influence de l'exploitation de la carrière sur l'aléa de chutes de blocs » du 20/06/2022) et ce afin de déterminer si le changement de géométrie du merlon était de nature à induire une augmentation de l'aléa de chutes de blocs au droit de la RD 1516.</p> <p>Les conclusions de cette étude (§ 6), réalisée sur la base de deux calculs trajectographiques, sont que la morphologie actuelle du remblai apporte une diminution (certes mineure) de la probabilité d'atteinte de la RD 1516.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise que, sur la base des conclusions (§ 6) du rapport SAGE du 27/05/2022 relatif à l'étude des aléas de chute de blocs, la quasi-intégralité du carreau de la partie Nord est très exposée aux chutes de pierres/blocs (aléas de départ dits « courants » excluant de fait les « éboulements en masse »).</p> <p>L'étude précitée indique par ailleurs que « compte tenu des spécificités du site de la carrière de Champagneux, il ne semble pas adapté de réaliser des travaux actifs sur ce site » (purges, mise en place de grillages/filets...). La stratégie de sécurisation est donc basée sur « la diminution de l'exposition du personnel travaillant sur la carrière ».</p> <p>Par conséquent, l'exploitant indique qu'il serait aujourd'hui dangereux pour les équipes d'intervenir sur le reprofilage de la zone de remblai en secteur Nord du site.</p> <p>Au regard de ce qui précède, <u>il n'y a donc pas d'aggravation du risque d'atteinte de la RD 1516 lié à l'aléa chutes de blocs</u> malgré la non-conformité existante aujourd'hui au regard des dispositions relatives à la remise en état du secteur Nord de la carrière.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Dans le cadre de la procédure d'abandon partiel du secteur Nord de la carrière à conduire, l'exploitant devra dresser un bilan des modifications/non-conformités existantes au regard des conditions de remise en état du secteur Nord de la carrière prescrites, les écarts aux prescriptions n'ayant à ce jour toujours pas été officiellement formalisés dans un document d'information au préfet (non présent dans le dossier de « Porter à connaissance » transmis en mai 2023).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 5 : Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des instabilités</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'angle de talutage de l'éboulis doit rester conforme à celui mis en œuvre sur le site lors des précédentes phases d'exploitation.</p> <p>L'angle d'inclinaison des talus n'excédera pas 40° afin de conserver les conditions d'équilibre conformément aux résultats de modélisation obtenus à l'aide du logiciel TALREN.</p> <p>Le profilage des fronts de taille sera réalisé en respectant les dispositions préconisées par l'étude BRGM de 1987 référencée 87 SGN 515 RHA. Cette étude préconise le maintien des pentes moyennes des fronts de taille à 1B/7,5V.</p> <p>Des risbermes de 7 m de largeur minimale sont conservées entre chaque gradin.</p> <p>L'évolution de la stabilité de l'écaille rocheuse identifiée en limite nord du site fera l'objet d'un contrôle annuel par une entreprise spécialisée. À l'issue de chaque visite sera émis un rapport de synthèse portant sur la stabilité de l'écaille.</p> <p>Selon les résultats obtenus, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence des contrôles.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Le suivi de l'évolution de la stabilité de l'écaïlle rocheuse identifiée en limite Nord du site est à présent conduit à fréquence annuelle par l'exploitant.

À cet effet et à titre de justification, l'exploitant a transmis au service d'inspection ICPE deux notes de synthèse MBTP du 23/06/2022 et du 29/06/2023 respectivement relatives aux notes techniques SAGE du 17/06/2022 et du 02/05/2023 concernant l'« Analyse de la stabilité de l'écaïlle NORD ».

Ces études ne montrent aucune évolution de la colonne rocheuse entre octobre 2019 et mars 2023. L'aléa de départ de la colonne est confirmé à un niveau « Faible/Très faible » en prenant en considération une durée d'analyse de 30 ans.

Par ailleurs, le non-respect, par l'exploitant, de la méthodologie d'exploitation du gisement (largeur des risbermes...) constituant une non-conformité substantielle dans la mesure ou la stabilité globale de l'éboulis pourrait être remise en question, la société « Carrières MBTP » a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 19/08/2022, de respecter les dispositions de l'article 7.5 relatives à la méthodologie d'exploitation. Il était par ailleurs demandé à l'exploitant de justifier, sur la base d'un rapport technique réalisé par un bureau d'études spécialisé, de la stabilité pérenne des éboulis résiduels et des gradins supérieurs du front d'exploitation dans les conditions de réalisation existantes aujourd'hui (pente intégratrice, hauteur et inclinaison des gradins, largeur des risbermes...). Ce document technique devait, en tant que de besoin, exposer les préconisations organisationnelles et/ou matérielles (méthodologie, mesures de surveillance additionnelles, préconisations techniques...) nécessaires à une conduite de l'exploitation du gisement en sécurité.

Dans son courrier du 30/09/2022, en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé, l'exploitant a apporté des précisions techniques concernant la morphologie des zones exploitées de l'éboulis :

- Angle de talutage de 44,4 ° pour 40° maximum prescrit ;
- Rapport H/V (pentes moyennes des fronts de taille variant de 1B/2 V à 1B/10 V pour 1B/7,5 V prescrit ;
- Une seule la risberme (n° 1) respecte la largeur de 7 m minimum prescrite.

De même, dans son courrier du 24/10/2022, l'exploitant a apporté les informations complémentaires suivantes :

- Hauteur du gradin supérieur n°5 de 11 mètres ;
- Cote limite d'exploitation sommitale à 357,20 m NGF (pour 360 m NGF).

Face à cette situation, le bureau SAGE a été missionné afin d'analyser l'impact sur l'aléa de chutes de blocs. Le rapport SAGE du 20/06/2022 susvisé précise (§ 4) que : « *La diminution de la largeur des risbermes, avec une géométrie finale telle qu'un indiqué sur le plan topométrique de décembre 2020, n'est pas de nature à augmenter de manière significative l'aléa de chutes de blocs, que ce soit pour la carrière ou pour les usagers de la RD 1516.* ».

Par ailleurs, il est précisé (§ 4.1) que : « *Compte tenu de la distribution des discontinuités [...] la diminution des largeurs de risbermes et, de manière plus générale, les différences de géométrie du front rocheux par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2009 n'ont pas d'influence significative sur la stabilité des gradins rocheux et des risbermes* ».

Le bureau SAGE recommande toutefois de respecter la géométrie préconisée dans l'arrêté préfectoral pour la suite de l'exploitation. À cet effet, le bureau SAGE recommande :

- De démarrer le gradin n°2 au même point que le profil théorique. Ceci nécessite donc la réalisation d'une risberme intermédiaire à l'aval de la risberme n° 2 (présent à la cote -280 m NGF et ne disposant que d'une largeur de 2,5 m suite à un problème intervenu lors d'un précédent minage selon les informations rapportées par l'exploitant) ;
- De faire suivre les terrassements par un géotechnicien de manière à adapter les préconisations de l'arrêté en fonction des réalités géologiques du terrain ;
- En première approche, de faire une visite au démarrage annuel de chaque campagne de

terrassement.

L'exploitant a par ailleurs transmis au service d'inspection ICPE une note de synthèse MBTP du 17/04/2023 concernant notamment un diagnostic géologique de l'évolution des risbermes au regard de la note technique SAGE du 17/03/2023.

Cette étude indique que les observations réalisées montrent que les évolutions au niveau des risbermes sont faibles et ne concernent pas leur stabilité d'ensemble. Seules des évolutions ponctuelles liées à des décompressions de surface ont été relevées au niveau du gradin n° 3.

SAGE précise que si la situation se détériore sur cette zone (et donc si l'aléa de chutes de blocs augmente au niveau de la plateforme de travail situé en aval immédiat), des purges manuelles pourront devenir nécessaires pour sécuriser la zone de travail (non d'actualité pour l'année 2023).

En séance l'exploitant a précisé que la création de cette risberme intermédiaire ne sera réalisable que si la qualité de la roche s'y prête et ne se dégrade pas.

Il a en effet indiqué que lors du début du terrassement de la risberme, la roche s'était montrée friable. Aussi, il a été convenu que le bureau SAGE interviendra après le minage afin de vérifier la qualité de la roche.

À cet effet, des opérations de minage ont été réalisées les 26/07/2023 et 22/09/2023.

A la demande du service d'inspection ICPE, l'exploitant a apporté des précisions sur les actions conduites depuis la visite d'inspection au travers d'un courriel en réponse du 02/11/2023 :

Il en résulte que le premier tir de mines a consisté à supprimer la risberme n° 2 non-stable et friable.

Le second tir quant à lui visait à réaliser un sondage afin de connaître la dureté et la tenue de la roche dans le but de constituer la risberme intermédiaire.

L'exploitant a précisé par ailleurs que, faute d'avoir eu les engins adaptés au moment voulu et compte tenu d'une météo pluvieuse, le tir est « resté en place ». De fait, aucune avancée sur une éventuelle étude du bureau SAGE n'a pu être menée avant le 31/10/2023.

L'exploitant rappelle par ailleurs son impossibilité d'intervenir sur site avant le 01/04/2024.

Concernant le schéma de principe réalisé par SAGE, il avait été convenu en séance que ce dernier manquait effectivement de clarté, notamment concernant les hauteurs et largeurs attendus. L'exploitant a confirmé qu'après discussion avec SAGE, le croquis sera amélioré une fois que SAGE aura constaté sur place la faisabilité de la risberme intermédiaire.

#### **Observations :**

**L'exploitant doit, dès la reprise d'activité annuelle de 2024, mettre en œuvre les préconisations émises par le bureau SAGE concernant la méthodologie de reprise d'exploitation de l'éboulis.**

**De même, l'exploitant doit, dès la reprise d'activité annuelle de 2024, mettre en œuvre les dispositions du "Protocole d'exploitation" présenté d'une part dans son courrier en réponse APMD du 30/09/2022 et d'autre part, dans son dossier de "Porter à connaissance" de mai 2023 (§ 2.1) et ce, dans l'attente de prescriptions additionnelles à venir.**

**Enfin, compte tenu des incertitudes qui demeurent à ce jour concernant la possibilité technique de poursuivre l'exploitation du gisement selon la méthodologie initialement prescrite, l'exploitant, dès la reprise d'activité annuelle de 2024, devra tenir informé le service d'inspection ICPE des constats de terrain réalisés au fur et à mesure des actions entreprises, et ce afin d'être en capacité de statuer sur la conduite à adoptée afin d'assurer le cas échéant, une poursuite de l'exploitation dans des conditions de sécurité définies.**

**Pour finir, l'exploitant doit, au plus tard lors de la reprise d'activité annuelle de 2024, transmettre au service d'inspection ICPE un plan d'action échéancé concernant la poursuite des aménagements annoncés dans la note de synthèse MBTP d'avril 2023 relatifs au déplacement de l'entrée du site et à la construction d'un merlon de protection interne visant à mettre en sécurité le bâtiment du garage ainsi que le cheminement des véhicules sur le périmètre de l'exploitation.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 6 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les BTEX (benzène, toluène, éthyl-benzène et xylènes), les COHV (composés organo-halogénés volatils) et les métaux lourds.</p> <p>Ces analyses sont réalisées par un laboratoire compétent.</p> <p>Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue au minima une surveillance semestrielle, du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en période de hautes et basses eaux.</p> <p>Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la précédente visite d'inspection et à l'examen des documents de suivi 2018, 2019 et 2020, il avait été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Justifier de la réalisation, à fréquence semestrielle, du suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'année 2021 et le premier semestre 2022 ;</li> <li>– Transmettre le bilan des résultats du suivi piézométrique des eaux souterraines et du résultat des recherches des causes possibles inhérentes aux variations enregistrées sur certains des paramètres précédemment analysés.</li> </ul> <p>L'exploitant a attesté de la réalisation d'un suivi, à fréquence trimestrielle, de la qualité des eaux souterraines au titre des années 2021 et 2022 par la transmission de rapports Anteagroup respectivement de janvier 2022 (réf. n° 113452/A) et de novembre 2022 (réf. n° 120186/A).</p> <p>Par ailleurs, concernant la gestion des eaux pluviales de ruissellement sur l'emprise du site et le suivi des eaux souterraines, l'exploitant a apporté les précisions suivantes au travers de son dossier de « Porter à connaissance » de mai 2023 :</p> <p><i>« A ce stade de l'exploitation, et compte-tenu de la nature géologique du carreau, les eaux pluviales s'infiltrant. Le bassin « Eaux Pluviales » ne collecte donc que très peu de précipitation et n'a donc pas été étanché, ni relié au contre-canal du Rhône comme prévu par l'arrêté d'autorisation. Le suivi qualitatif des eaux souterraines ne montre pas d'impact de l'activité sur ce milieu.</i></p> <p><i>On notera cependant que suite à l'approfondissement du piézomètre Nord, il est apparu que le piézomètre aval intéressait des circulations d'eaux superficielles au sein des éboulis et non les eaux de la nappe d'accompagnement du Rhône. Il conviendra donc d'approfondir l'ouvrage de 10 m minimum afin de recouper la nappe alluviale.</i></p> <p><i>Le suivi qualitatif des eaux au sein du puits de pompage existant pour arrosage des pistes, situé près de l'entrée actuelle du site, n'indique aucun impact de l'activité sur les eaux souterraines."</i></p> <p>L'exploitant précise par ailleurs que : <i>"Le bassin eaux pluviales existant sera étanché et relié au contre canal lors de la remise en état du site. Il permettra d'acheminer les eaux provenant de la cascade temporaire provenant du sommet de la falaise telle que localisée sur la figure suivante."</i></p> <p>L'examen des rapports de synthèse susvisés a montré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le bureau d'étude suit la qualité des eaux souterraines à partir des ouvrages existants sur site et qui sont composés de 2 piézomètres (Pz A aval et Pz B amont) ;</li> </ul>

- Depuis octobre 2021, une analyse supplémentaire est réalisée, en complément du programme de suivi && au droit du pompage (puits d'arrosage) présent sur site entre les deux ouvrages précités ;
- Ces ouvrages ont fait l'objet de travaux en octobre 2019 (approfondissement du PZ B et remplacement du PZ A) ;
- Les mesures quantitatives sont dans la continuité de ce qui a été mesuré précédemment ;
- Les contrôles qualitatifs de 2021 ont montré des concentrations en matière en suspension (MES) supérieures aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 (établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines) très possiblement dû au fait que les ouvrages produisent toujours des fines lors du pompage (notable sur PZ A) ;
- Les contrôles qualitatifs de 2022 ont montré une fluctuation (forte baisse puis de nouveau hausse) des concentrations en MES sur l'ouvrage PZ B entre avril et octobre 2022 et une teneur toujours élevée sur PZ A, une concentration élevée en fer total persistante sur PZ A ainsi que, en avril 2022, la présence de COHV (première fois depuis 2018) à l'état de traces, toujours sur PZ A et pour finir, l'absence de dépassement de seuils sur l'ouvrage "Puit".

Aucun impact sur la qualité des eaux souterraines lié au fonctionnement de la carrière n'est relevé à fin 2022.

Pour autant, au jour de la rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis les rapports de suivi des eaux souterraines au titre de l'année 2023.

De plus, il semble que l'approfondissement de l'ouvrage piézométrique PZ A, préconisé en conclusion du rapport « intermédiaire » Antéagroup de septembre 2022 (relatif aux résultats de la première campagne de suivi du 12/04/2022), n'a toujours pas été réalisé.

Des précisions sont donc attendues concernant ce dernier point, cet ouvrage n'étant probablement pas représentatif des activités au droit de la carrière.

#### **Observations :**

##### **L'exploitant doit, sous un délai de 15 jours :**

- Transmettre le rapport relatif au bilan du suivi annuel des eaux souterraines au titre de l'année 2023 de même que le bilan du résultat des recherches des causes possibles inhérentes aux variations enregistrées sur certains des paramètres précédemment analysés tel qu'évoqué supra ;
- Justifier de la réalisation des opérations d'approfondissement de l'ouvrage piézométrique PZ A de façon à ce qu'il recoupe les calcaires sur au moins dix mètres, tel que déjà préconisé en conclusion du rapport « intermédiaire » Antéagroup de septembre 2022 relatif à la campagne d'avril 2022 et de nouveau repris en conclusion du rapport de novembre 2022 relatif au bilan annuel 2022.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites